

42^{ème} CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE

Procès-verbal de la séance du mardi 26 février 2019 à 19h30

À la Halle de gymnastique à Bassecourt

Président : M. Gérald STEINER, Président.

Secrétaire : M. Gérald KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

Présents : Les membres du Conseil communal suivants : Mme Géraldine Beuchat, M. Pascal Crétin, M. Etienne Dobler, M. Raoul Jaeggi, M. Frédéric Juillerat, M. Gérard Ruch et Mme Valérie Soltermann.

M. Raphaël Messerli, Chancelier.

Excusés : M. le Maire Jean-Bernard Vallat et Mme Rose-Marie Allemann.

Convocation : La séance de ce jour a été convoquée par publication dans le Journal Officiel n° 6 du 13 février 2019, par affichage public et sur le site internet de la Commune.

M. le Président Gérald Steiner a le plaisir d'ouvrir la séance à la Halle de gymnastique de Bassecourt. Il salue les membres du Conseil général et du Conseil communal, le Chancelier M. Raphaël Messerli, le Secrétaire du Conseil général, les représentants de la presse et le public.

Il annonce que M. le Maire est absent pour cause de santé. Il est remplacé par le vice-maire, M. Etienne Dobler.

M. Steiner communique les changements intervenus au Conseil général. Suite à la nomination de Mme Valérie Soltermann (HSA) au Conseil communal, M. Jean-Pierre Girard, jusqu'ici suppléant, devient conseiller général. Mme Camille Beuchat (HSA) a présenté sa démission de membre suppléante du Conseil général. Pour remplacer ces deux personnes, Mmes Agnès Bertholet et Mme Ouarda Mahmoudi font leur entrée en tant que conseillères générales suppléantes pour le groupe HSA. M. le Président leur souhaite la bienvenue.

M. Gérald Steiner annonce la tenue d'une assemblée communale d'information pour les points 6, 7 et 8, qui sont soumis en votation populaire. Pour une question d'organisation et de respect, le Président souhaite qu'à l'avenir, les questions, modifications ou autres mentions soient remises à la Commune ou au bureau du Conseil général plus rapidement. En effet, plusieurs interventions ont été faites hier soir seulement. Le Conseil communal ayant lieu le lundi matin, les membres du Conseil communal n'ont donc pas pu en parler, ni prendre des décisions.

Chacun et chacune ayant pu prendre connaissance de l'ordre du jour, M. Steiner demande si quelqu'un souhaite une modification. M. Etienne Dobler, conseiller communal demande la parole et indique que les réponses aux questions écrites 11, 12 et 13 sont assez complexes et nécessitent des recherches d'information. Raison pour laquelle le Conseil communal demande un report des délais à la prochaine séance du Conseil général. La demande est acceptée.

L'ordre du jour est accepté tel que présenté, avec la suppression des points 11, 12 et 13.

1. Appel.

Gérald Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal.

M. Laurent Beuchat (PCSI) est excusé et remplacé par M. Olivier Chèvre.

M. Vincent Voyame (PCSI) est excusé et remplacé par M. Hubert Fleury.

M. Christophe Terrier (PS) est excusé et remplacé par M. Bernhard Wipfli.

M. David Schneider (HSA) est excusé et remplacé par M. Patrick Müller.

33 conseillers généraux sur 33 sont présents.

2. Procès-verbaux des séances des 6 novembre et 11 décembre 2018.

M. Patrick Ballaman (PS+Verts) demande la rectification suivante au point 7 du procès-verbal du 11 décembre 2018 intitulée "Règlement interne des sociétés locales" : **"Encaisser des cotisations auprès des membres ou permettre des prestations bénévoles équivalentes", proposition refusée par 19 voix contre 11.** En lieu et place "d'encaisser des cotisations auprès des membres", refusée par 11 voix contre 9.

Les procès-verbaux des séances des 6 novembre et 11 décembre 2018, avec la rectification demandée par M. Ballaman, sont approuvés avec remerciements à son auteur.

3. Communications.

M. le Président Gérald Steiner signale que selon l'article 14 du règlement du Conseil général, le procès-verbal des séances du Conseil général doit être rédigé et signé dans le délai de 15 jours après la séance et diffusé 17 jours après. Afin d'y arriver et de faciliter le travail de notre secrétaire, il demande à tous les intervenants de remettre leur document soit par écrit, ou encore mieux par e-mail, ce qui lui évitera de tout recopier.

Il demande au Conseil communal de libérer, si possible, du temps au secrétaire pour faire son travail.

M. Gérald Steiner a rencontré les membres de la commission spéciale concernant le Centre de culture et de sport à Courfaivre, afin de prendre connaissance du rapport de la commission spéciale. Ce rapport sera dévoilé à tout le bureau du Conseil général, ainsi qu'à une délégation du Conseil général le jeudi 21 mars 2019.

M. Etienne Dobler, vice-maire, excuse Mme Rose-Marie Allemann.

M. Etienne Dobler communique l'entrée au Conseil communal de Mme Valérie Soltermann, à la place de Mme Nicole Eggenschwiler. Mme Soltermann a repris le dicastère des Services communaux et M. Pascal Crétin a repris le dicastère Écoles, formation et affaires sociales.

M. Etienne Dobler indique que nous avons demandé à CarPostal d'améliorer leur offre de la ligne de bus qui relie Bassecourt à Courfaivre. Un essai sur une durée d'une année sera mené.

Nous avons reçu une pétition de la part de Mme Bandelier de Courfaivre. La réponse du Conseil communal se trouve sur le site de la Commune. Le Conseil a pris acte des délais un peu long pour apporter sa réponse et va regarder à l'avenir pour y remédier.

M. Dobler annonce que depuis peu de temps, la Commune de Haute-Sorne compte 7'000 habitants. Une petite cérémonie sera organisée prochainement.

M. Pascal Crétin, conseiller communal, parle de la crèche à Courfaivre : une communication écrite a été donnée à l'attention des parents d'enfants fréquentant actuellement la crèche (ou susceptibles d'y aller), via Mme Brancucci. Le Gouvernement va rendre sa décision au sujet du subventionnement de cette crèche en tant que crèche publique le 5 mars prochain. Le Conseil communal suit ce dossier avec attention pour le faire avancer dans les plus brefs délais.

M. Pascal Crétin annonce qu'il est fréquemment en déplacement professionnel à l'étranger depuis le début de l'année 2019 (mardi au jeudi). En fonction des nécessités de présence soudaines et urgentes sur place, concernant les services des eaux, le dicastère services communaux a été repris par Mme Valérie Soltermann.

4. Questions orales.

M. le Président rappelle l'article 36 du règlement du Conseil général qui stipule qu'une demi-heure seulement est consacrée aux questions orales. Par souci d'équité, chaque groupe peut, s'il le souhaite, déposer une seule question orale. Si le quota de 5 questions orales, soit une par groupe n'est pas atteint, il pourra poser d'autres questions.

Mme Agnès Veya (PS-Verts) signale qu'au début de l'année, une circulaire de la poste informait la population de Courfaivre que la filiale postale fermerait ses portes le 26 avril 2019 à 18h. La circulaire indiquait, je cite « À compter du lundi 29 avril 2019, vous pourrez effectuer vos prestations postales auprès de la nouvelle filiale en partenariat de Courfaivre. La filiale en partenariat sera installée dans la Boulangerie-Pâtisserie Fabien Jobé, sise rue des Cloutiers 2, à Courfaivre. Grâce à cette solution, vous pourrez continuer à effectuer vos transactions postales près de chez vous, tout en bénéficiant d'horaires d'ouverture attrayants et élargis », fin de citation.

Or, force est de constater que le commerce en question n'est de loin pas accessible aux personnes à mobilité réduite, sans parler des personnes âgées et des familles qui ont des enfants en poussette. D'où nos questions :

- Quelle est la position du conseil communal face à cette problématique ?
- Est-ce que des démarches ont été entreprises par le conseil communal pour remédier à cette situation ?

M. Etienne Dobler répond que le Conseil communal est inquiet de cette situation. Le Conseil communal avait annoncé qu'il s'opposerait, s'il n'y avait pas de service à la population digne de ce nom. Le Conseil communal pensait que la régie fédérale avait pris ses dispositions. Le Conseil communal est intervenu et des solutions ont été trouvées par un service à domicile. Les personnes qui nous ont contactés ont dit qu'elles étaient satisfaites.

Mme Agnès Veya (PS-Verts) est satisfaite.

M. Jimmy Wicki (PDC) relève que lors de sa séance de novembre 2018, le Conseil général a voté un crédit de Fr. 1'750'000,- pour la réfection des rues des Écoles et du Coinat à Glovelier. Ce crédit a été accepté sans discussion. Il est de notoriété publique que les entreprises de génie civil connaissent, en ce début d'année, des difficultés à remplir leurs carnets de commandes et à exécuter des travaux. Elles attendent dès lors avec impatience la mise en soumission de chantiers suite à l'acceptation du crédit, notamment par les collectivités. Dans la mesure où un crédit important a été voté par le Conseil général, il souhaite savoir si la mise en soumission des travaux est d'ores et déjà intervenue ou si elle va intervenir rapidement. D'une part, cela servira les entreprises désireuses de soumissionner et d'obtenir des travaux et d'autre part, cela constituera certainement aussi un avantage financier pour la collectivité, étant précisé qu'en ce début d'année, les entreprises soumissionnaires intéressées souhaitent obtenir l'attribution de travaux.

M. Frédéric Juillerat répond que le bureau d'ingénieurs prépare les critères pour les adjudications, par exemple, respecter la charte, être entreprise formatrice et s'approvisionner des matériaux pierreux à la Morée à Glovelier. Nous avons l'obligation de passer par un dépôt public.

M. Jimmy Wicki (PDC) est satisfait.

Mme Céline Grellier (HSA) informe que Car Postal a mis en place en décembre dernier de nouveaux horaires pour Haute-Sorne. Dans le budget on voit que la commune participe à ces transports. Mme Grellier se souvient de la question de notre collègue PS sur le noctambus qui ne desservait pas Souce et Undervelier.

Depuis décembre dernier, nos deux seuls villages sans gare, ont vu les prestations de transport diminuer avec la suppression de courses, dont certaines importantes pour les travailleurs et étudiants et pour les déplacements en soirée.

Les autorités communales ayant discuté avec Car Postal pour mettre sur pied un nouveau tracé à l'intérieur de Bassecourt, ont-elles aussi discuté voir négocié avec le transporteur au sujet des courses desservant Soultz et Undervelier ?

Que peut faire l'exécutif pour sa commune qui paie une participation aux frais des transports publics ?

M. Frédéric Juillerat a pris connaissance du procès-verbal du 22 novembre 2018 de la Conférence des transports. Il n'a pas trouvé de réponse à la question posée. Depuis le nouvel horaire du 9 décembre 2018, il y a un bus par heure, certainement en raison du point de croisement des trains S3 de Courfaivre à Bassecourt, le concept de desserte à Haute-Sorne a dû être adapté. Il rappelle que les frais des dessertes représentent environ Fr. 150'000,- par année. Lors du prochain Conseil général, M. Juillerat donnera plus de précisions.

Mme Céline Grellier HSA est satisfaite.

M. Eric Zuber (PCSI) indique qu'en 2000, avec son épouse, ils ont fait l'acquisition d'une maison à la rue de la Crêt à Bassecourt, classée zone centre ancien. Ce qui a pour conséquence quelques exigences sur les ouvertures et les matériaux utilisés dans le but de garder une uniformité exigée par le règlement sur les constructions. Voilà six mois, un propriétaire, en toute discrétion a enlevé les tuiles d'un bâtiment en centre ancien A et les a remplacées par des tôles. Le jour même, M. Zuber est intervenu auprès du service de l'urbanisme qui a dépêché sur place l'adjoint du coordinateur qui a répondu : "il faut qu'il demande un permis, mais comme il commence à pleuvoir, je ne veux pas les faire arrêter leur travail. Quelques jours après, le responsable du service de l'urbanisme lui confirmait, en effet, qu'il fallait un permis. M. Eric Zuber et son épouse ont contacté la commission des paysages et des sites qui leur a conseillé de faire opposition au permis de construire.

Dans d'autres rues en centre ancien, M. Zuber relève que l'urbanisme a obligé les propriétaires à respecter le règlement, notamment la pose de planches en façade dans le but d'une harmonisation. Mais dans le cas précité, après 6 mois, les tôles sont toujours là et pas de permis. D'où ses questions :

- Tout le monde est-il traité sur le même pied d'égalité ?
- Le Conseil communal a-t-il la volonté de ne plus sauvegarder les centres anciens de nos villages ?

M. Gérard Ruch répond que c'est clair que nous avons des problèmes pour assumer la police des constructions, en raison d'un manque de personnel. Nous contrôlons la dangerosité et l'importance des nuisances. Le propriétaire lui a dit qu'il avait posé de l'éternit pour l'étanchéité, mais un petit permis de construire est nécessaire.

M. Eric Zuber (PCSI) est partiellement satisfait.

Mme Sylvie Turinetti (UDC) indique qu'alors que le Parlement a adopté la nouvelle loi sur les eaux, le Conseil général, dans la foulée, a accepté les nouveaux règlements de l'eau et de l'épuration des eaux en conformité de la loi cantonale. Tant le mode de calcul que les montants facturés ont fait l'objet d'opposition au service financier. Or, selon certaines rumeurs, notre canton et l'Office de l'environnement seraient favorables à une nouvelle modification de la loi sur l'eau. Si tel devait être le cas, quelles seraient les répercussions pour les consommateurs d'eaux et de la commune ?

Mme Valérie Soltermann répond qu'il est prématuré de répondre à cette question. Elle relève le gros travail effectué par le service financier pour la mise en place du RAEP et RETE. Le Conseil communal va suivre l'évolution de ce dossier.

M. Pascal Crétin ajoute que tous les calculs ont été faits aux minimums de ce que permettaient les bases légales, le renouvellement des infrastructures a été pris en compte à 60% de leur valeur (au lieu de 100%).

Même si on revient sur les manières de calculer, la somme nécessaire à l'exploitation, l'entretien et le renouvellement, restera la même ; il est donc peu probable qu'il y ait des baisses pour les

consommateurs ; la répartition des coûts et facturations pourra éventuellement être différente, mais le montant global à financer restera le même.

Pour rappel, les retards actuels des actions PGA et PGE pour Haute-Sorne (travaux d'entretiens et renouvellements) se montent à près de 10 millions (ordre de 3 à 5 ans).

Mme Sylvie Turinetti (UDC) est satisfaite.

Mme Yvonne Lucchina (PS-Verts) informe qu'en septembre 2016, le conseiller fédéral Alain Berset lance en partenariat avec les cantons et les communes, une charte pour l'égalité salariale dans le secteur public. L'égalité entre hommes et femmes est un principe fondamental de la constitution fédérale et une valeur essentielle de notre société. Le secteur public se doit d'être exemplaire en matière de promotion de l'égalité professionnelle et de lutte contre toute forme de discrimination. Cette charte réaffirme la détermination de rendre effectif le principe constitutionnel de salaire égal pour un travail de valeur égale. A ce jour, 15 cantons et 59 communes, de même que la Confédération, ont déjà signé ce document et tout dernièrement la ville de Porrentruy a rejoint les signataires.

Les signataires de la charte s'engagent notamment :

- à réaliser au sein de l'administration une analyse régulière du respect de l'égalité salariale;
- à respecter dans le cadre des marchés publics et/ou des subventions, l'égalité salariale;
- à sensibiliser leurs collaboratrices et collaborateurs à la loi fédérale sur l'égalité entre hommes et femmes.

Est-ce que la commune de Haute-Sorne envisage de signer cette charte ?

M. Etienne Dobler répond que la question de l'égalité fait partie des préoccupations du Conseil communal. A ce jour, la Commune n'a pas signé de convention, mais a toujours veillé à ce sujet. Le Conseil communal met ce sujet à l'ordre du jour.

Mme Yvonne Lucchina (PS-Verts) est très satisfaite.

Mme Catherine Wolfer (PS-Verts) indique qu'en début d'année 2018, les 7 membres de la commission spéciale Energie ont été élus.

A ce jour, il s'avère que cette commission a siégé une seule fois en 2018 et une première fois au complet il y a une quinzaine de jours. Je me permets cette question orale car, nous craignons, au sein du groupe PS Verts que plusieurs dossiers qui ont été mis en route durant la première législature et qui étaient bien avancés ne perdent de leur consistance par manque de suivi.

Je vous énumère ici les quatre principaux dossiers auxquels j'ai pensé :

Une étude sur la pose de panneaux photovoltaïques sur plusieurs bâtiments communaux a été menée par EDJ. 5 bâtiments communaux ont été retenus (les écoles primaires à Bassecourt, Glovelier et Courfaivre ; l'administration communale et l'école secondaire). Le projet était chiffré. Restait à faire l'appel d'offres pour amener des propositions concrètes sur la table du Conseil communal.

Un travail de recherche et de réflexion a été mené pour répondre à une obligation cantonale de suivi de la consommation dans les bâtiments (consommation en eau, chaleur et électricité) avec l'appui d'EDJ, toujours. Des informations devaient encore être demandées à diverses entreprises ou communes pour s'orienter vers le choix d'un équipement de collecte automatique des données dans les bâtiments.

Une discussion devait être initiée avec EBL concernant la mise en place d'un chauffage à distance à Bassecourt.

Voici mes questions :

- Qu'en est-il de l'activité de la commission énergie ?
- Où en sont les dossiers énumérés ?

M. Raoul Jaeggi, conseiller communal et président du triage Rangiers-Sorne répond qu'il est préoccupé par l'énergie bois.

Il précise que la commission s'est réunie 2 fois en 2018 et 1 fois en 2019. Une séance d'information a été organisée avec toutes les commissions concernées de près ou de loin concernant le chauffage à l'école primaire.

Concernant l'implantation de panneaux solaires sur les toits, une discussion a eu lieu entre le Conseil communal et une société de Haute-Sorne au sujet d'un projet participatif. Mais ce projet est tombé à l'eau. Avec l'aide d'EDJ, ce sujet est repris.

Mme Catherine Wolfer (PS-Verts) est partiellement satisfaite.

5. Approbation des budgets communaux et bourgeois 2019.

Fixation des taux et taxes proposées par le Conseil communal (Message n° 128 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2018.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Etienne Dobler, conseiller communal responsable du dicastère Finances, impôts et informatique, présente budget communal 2019 à l'aide d'un powerpoint et donne les explications nécessaires. Le budget de fonctionnement prévoit un excédent de charges de Fr. 904'360,-. Le budget des investissements 2019 prévoit un excédent de charges de Fr. 6'132'235,-.

M. Jean-Marie Allimann (groupe PDC) indique que le groupe PDC va voter les budgets communaux et bourgeois qui sont présentés. Ce budget est le fruit de discussion, de négociations et d'arbitrage opérés au niveau du Conseil communal et de ses services afin, autant que possible, de parvenir à un déficit budgétaire acceptable. Même si les comptes des deux dernières années de la commune ont été bénéficiaires, nous avons toutefois des craintes réelles s'agissant de l'avenir économique et financier de la Commune de Haute-Sorne, notamment pour les raisons suivantes. Le budget 2019 présente un déficit de Fr. 904'000,- pour 27, millions de francs de charges. Les recettes importantes qui permettaient de parvenir à des comptes bénéficiaires ont aujourd'hui disparu : par exemple le subside cantonal versé au titre de la fusion de la Commune, la perte de montants importants, s'agissant de la péréquation financière. Qu'en sera-t-il à l'avenir de l'équilibre du budget ainsi que des comptes ? L'encaissement des impôts permet à peine de faire face aux charges liés du canton, qui sont de plus en plus imposantes et pressantes. La commune voit son pouvoir d'autonomie diminuer au fil des années. Le plus inquiétant est de constater qu'en pleine période d'emploi, alors que l'économie marche très fort, alors que des chantiers s'ouvrent un peu partout et que des constructions nouvelles apparaissent, l'équilibre budgétaire n'est pas atteint et ne paraît pas possible. On sait que les années futures ne s'annoncent pas particulièrement réjouissantes : des investissements extrêmement importants devront être consentis (par exemple réservoir de compensation Undervelier-Berlincourt; Centre culturel et social de Courfivrey). Il ne s'agit pas d'être alarmiste, mais s'inquiéter en face de la réalité et du court à moyen terme.

Le groupe PDC soulève deux points. Le groupe PDC a déposé le 11 décembre 2018 une motion relevant les défis économiques et financiers les plus importants auxquels nous devons faire face. Ces défis sont marqués par le sceau de l'incertitude et des turbulences inhérentes à la conjoncture. Ainsi, nous avons sollicité l'exécutif communal pour qu'il élabore un plan financier valable pour 5 ans comprenant une vue d'ensemble des charges et revenus du compte de fonctionnement, ainsi qu'une synthèse des investissements, parallèlement au programme de législature. Même si la motion n'a pas été soumise encore au Conseil général, nous souhaitons toutefois que l'exécutif nous renseigne sur les prévisions budgétaires futures, soit pour les prochaines années. Qu'en sera-t-il ? Faut-il s'attendre encore à des budgets déficitaires ? Une autre interrogation : l'exécutif communal peut-il donner des garanties au Conseil général et à la population portant sur la non-augmentation de la pression fiscale communales ces prochaines années, soit sur l'absence d'augmentation de quotité d'impôt ? Il s'agit là de questions essentielles pour lesquelles nous souhaitons obtenir des réponses circonstanciées. La commune de Haute-Sorne est la 2^{ème} commune en nombre d'habitants du canton du Jura. Nos infrastructures nous permettent d'accueillir encore en tout cas 500 habitants. Il s'agit donc de les

développer et de favoriser l'accueil de nouveaux habitants, ce qui permettra certainement d'accroître les rentrées fiscales.

M. Etienne Dobler répond que la planification financière sera rendue obligatoire avec l'introduction de MCH2. Pour la quotité d'impôt, il est très difficile de faire des prévisions. Il cite des exemples, comme la répartition des charges canton-communes.

Le PS-Verts avait pris l'habitude que le budget était traité en dernière séance de l'année précédente. La mise en place du budget 2019 a été compliquée et a nécessité un déploiement d'énergie important pour le service financier, le Conseil communal et la commission des finances. Le groupe PS-Verts comprend donc le report de ce point à notre première séance de cette nouvelle année et tient à remercier sincèrement toutes les personnes qui se sont investies à la réalisation de ce budget. Les responsables de groupes ont été invités à une séance pour la présentation complète du budget communal et ceux des bourgeoisies. Le groupe PS-Vert a répondu présent à cette séance et M. Ballaman tient à remercier MM. Dobler et Bellè pour toutes les explications fournies à cette occasion. Le temps investi a permis de dégrossir ce point à l'ordre du jour et faciliter ainsi la préparation dans les groupes. Le groupe PS-Vert constate que les chiffres pris en compte semblent plutôt prudents. Il n'en demeure pas moins que les charges augmentent sans cesse et que les recettes sont quant à elles en stagnation. La répartition des charges nous pénalise et c'est un aspect inquiétant non pas seulement sur le plan communal mais sur le plan cantonal avant tout. Le groupe PS-Vert a le sentiment que le transfert des charges du Canton aux Communes se poursuit. A ce rythme-là, ce ne sera pas tenable d'autant plus que la santé financière du Canton ne donne pas des signes de sérénité alors que le contexte économique est favorable avec des taux hypothécaires historiquement bas. La marge de manœuvre en termes d'investissements est donc faible pour la commune. Au-delà de la gestion communale habituelle, nous nous devons de prévoir un projet d'envergure qui puisse être novateur et susceptible de concerner l'ensemble de la population. Nous allons déposer ce soir une motion dans cet esprit.

Le groupe PS-Vert va accepter le budget tel que présenté, ainsi que l'ensemble des taxes. Au sujet des taxes justement, nous soulignons le fait qu'elles ont toutes été harmonisées en première législature. Il serait intéressant d'obtenir de la part du service financier, et à titre informatif, un comparatif des taxes avant fusion et après fusion (personne seule et famille par exemple). Le groupe PS-Vert tient à exprimer ses remerciements au service financier, en particulier à Mirco Bellè et à Etienne Dobler pour le travail réalisé et leur disponibilité.

Pour le PCSI, pour le budget communal, force est de constater qu'il est de plus en plus difficile à planifier. En effet, bien que présenté avec un déficit proche de celui de l'an dernier, nous devons aujourd'hui nous poser deux questions essentielles pour l'avenir de notre commune :

- Voulons-nous augmenter notre quotité d'impôt ?
- Devons-nous diminuer les prestations ?

La réponse est simple, en ce qui concerne la première question, il est bien trop tôt de parler d'augmentation d'impôt si l'on se réfère aux très bons résultats financiers obtenus ces cinq dernières années. Aujourd'hui, nous devons accorder notre entière confiance à toutes les personnes qui oeuvrent pour la bonne marche financière de notre commune, avec une mention spéciale à notre administrateur financier. Concernant la deuxième question, il serait dangereux de diminuer les prestations pour le bien de tous, mais il est difficile avec l'argent qui reste à disposition d'assurer au mieux le fonctionnement de la commune et de développer des projets. Là encore, soyons prudents dans les choix.

Depuis cette année, nous ne pouvons plus profiter de l'aide aux fusions et l'amélioration financière des années antérieures a des conséquences que nous devons trouver l'équivalent de presque 1 million de francs ! Ce qui n'est pas anodin. Dès lors, soyons aussi conscients de l'impuissance du Conseil communal face aux dépenses induites par le transfert de charges de l'État. Report de charges et autres nous obligent à constater que la diminution du versement du fonds de péréquation, la participation plus importante aux charges de l'enseignement, la participation au financement des mesures de la caisse de pension RCJU, la diminution de la rétrocession des impôts frontaliers, sans oublier l'augmentation liée aux charges de l'action sociale, sont les plus grandes difficultés pour rendre un budget équilibré. Des propositions du groupe de travail en lien avec le grand dossier de répartition des tâches État – communes doivent tantôt être dévoilées. Quelles conséquences financières pour Haute-Sorne ? La

question est pour l'heure ouverte. Le groupe PCSI est d'avis qu'il faut impérativement que les deux objets précités soient traités de manière simultanée pour avoir une meilleure vue d'ensemble. Nous demandons au Conseil communal de Haute-Sorne d'agir en ce sens auprès des organes concernés. Pour l'heure, nous faisons confiance à notre Conseil communal qui saura rester attentif sur les dépenses et poursuivra son travail pour la bonne marche de notre commune. Une doléance toutefois compte tenu des importants enjeux financiers, nous demandons à notre exécutif que le budget 2020 soit bouclé au plus tard à la fin de cette année. Quant aux budgets des bourgeoisies, on peut dire qu'ils sont en général, à l'exception d'un, équilibrés. Le groupe PCSI acceptera à l'unanimité les budgets communaux et bourgeois 2019.

Le groupe UDC acceptera le budget 2019 avec une certaine réserve, sans revenir sur les charges supérieures ou les entrées inférieures à 2018 dont le conseiller en charge des finances a donné les explications. Cependant, depuis l'entrée de la nouvelle commune, les comptes ont toujours été positifs à l'inverse des budgets. Cette situation nous permet de croire qu'une diminution de la pression fiscale est tout à fait possible et celle-ci redonnerait un peu de pouvoir d'achat à nos habitants. L'établissement de nouveaux citoyens devrait nous amener à cet objectif et notre commune y gagnerait en importance. Le groupe UDC remercie encore le Service des finances ainsi que sa commission pour le bon travail effectué.

Mme Céline Grellier (HSA) relève qu'après plusieurs années de réévaluation comptables et d'allocations de fusion, nous voilà dans la réalité des chiffres : deux années de suite dans les chiffres rouges, une baisse de la péréquation financière, des impacts d'Optima, des transferts de prestations entre Canton et Commune qui nous coûtent chers.

Nous vivons en dessus de nos moyens. C'est un problème de société me direz-vous. Si on s'arrête à cela, nous ne sommes pas conscients de nos responsabilités.

Nous nous devons changer notre manière de travailler. Nous devons montrer l'exemple. Nous votons des messages sans nous rendre compte de l'impact sur les comptes, sur le porte-monnaie communal. En tant qu'élus, nous avons des devoirs envers les citoyens de cette Commune. Nous préparons l'avenir.

Quand on s'intéresse à ces chiffres, on voit derrière beaucoup de travail à faire et des décisions et des mises au point à faire.

- Revoir nos logiques de fonctionnement, même pour des charges subventionnées ou prises à la répartition des charges. Chacun peut s'y investir en apportant des pistes à nos émissaires dans les commissions et à nos conseillers communaux
- Faire le point sur les études réalisées et connaître les outils que nous avons : afin de se rendre compte de nos besoins et des impacts financiers sur le long terme.
- Il faudra parfois prendre des décisions difficiles mais utiles pour le bien de l'ensemble
- Il faut que l'AJC demande, exige même, des comptes au Canton. Nous devons exiger un bilan des mesures optima : quelles mesures n'ont pas été mises en place qui font que l'impact n'est pas nul sur nos comptes.
- Malgré les fermetures de classes dans le Canton, les charges de l'enseignement continuent à augmenter, sans améliorer les conditions d'apprentissage, bien au contraire parfois. Nous ne pouvons plus nous permettre de payer sans voir où cela va. Il faut plus d'implication des communes dans les décisions de l'éducation.

Le groupe HSA va accepter le budget de ce soir. Notre équipe vous a montré par ses échanges de mails, ses collaborations dans les commissions qu'elle veut continuer à se retrousser les manches pour participer aux mesures d'améliorations.

Nous allons continuer à vous apporter, en commissions et au conseil général, des questions et des propositions afin de faire évoluer Haute-Sorne pour le bien commun. Nous nous réjouissons des échanges et partages futurs avec vous et vos représentants, afin que bientôt, notre budget ressemble

à quelque chose de mieux, sans causer la grogne des habitants de notre belle et grande Commune, car Haute-Sorne a un beau et fort potentiel.

Je conclus en remerciant toutes les personnes qui ont participé à l'établissement de ce budget, le Conseil communal, la commission des finances, le personnel du service financier, et les groupes politiques qui ont apporté leurs commentaires. Je remercie également tous les autres employés communaux qui sont très importants et qui font de ces chiffres une réalité et pas qu'un souhait grâce à leur engagement et leur professionnalisme.

Passés au vote, le budget communal et le budget des investissements 2019, ainsi que les taux et taxes sont approuvés à l'unanimité.

M. Etienne Dobler présente ensuite les budgets bourgeois 2019.

Bassecourt :	budget bourgeois	excédent de produits	Fr.	1'800,--
	budget des investissements	excédent de charges	Fr.	450'000,--
Courfaivre :	budget bourgeois	excédent de charges	Fr.	30'700,--
	budget des investissements	excédent de charges	Fr.	28'000,--
Glovelier :	budget bourgeois		Fr.	0,--
	budget des investissements	excédent de charges	Fr.	600'000,--
Soulce :	budget bourgeois	excédent de charges	Fr.	1'920,--
	budget des investissements	excédent de charges	Fr.	138'000,--

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée.

Passés au vote, les budgets bourgeois 2019 sont approuvés à l'unanimité.

M. Etienne Dobler remercie les membres du Conseil général pour la confiance témoignée, ses collègues du Conseil communal, les membres des commissions et le personnel communal.

M. le président Gérald Steiner accorde 5 minutes de pause.

6. Prendre connaissance et préavisier le crédit de Fr. 1'375'000,- destiné à financer l'exécution des travaux d'équipements du Plan spécial de la Combe à Courfaivre (Message n° 129 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2019).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Gérard Ruch, conseiller communal responsable de l'urbanisme, précise que le Conseil communal demande un préavis au Conseil général. Il informe que le plan spécial "La Combe" ainsi que le crédit correspondant de Fr. 1'585'000,- ont été acceptés par le Corps électoral de Courfaivre le 25 novembre 2012 et ratifiés par le canton le 28 février 2013. De petites modifications ont été apportées à ce Plan spécial de 2012 et la procédure d'acceptation de ces modifications par le Canton (SDT) est en cours. Ces modifications ne remettent pas en cause le PS en lui-même (disposition cantonale).

La réalisation de ce Plan spécial (PS) se fera après acceptation par le service cantonal du développement territorial (SDT) des modifications de peu d'importance proposées par la Commune en accord avec les propriétaires des terrains situés sur la zone PS. Les litiges avec les propriétaires voisins devront préalablement être réglés. Les modifications apportées au PS de 2012 et surtout le fait que la Commune de Haute-Sorne n'achète plus une partie des terrains diminuent le crédit nécessaire à la réalisation de ce PS légèrement modifié. **La population se prononcera donc sur ce nouveau Crédit.**

La nouvelle zone à bâtir d'une surface nette totale de 14'440 m² offre la possibilité de viabiliser 18 parcelles.

Les études et propositions d'aménagement se sont déroulées selon un processus participatif, durant lequel les autorités communales et les propriétaires fonciers ont eu l'occasion de définir ou de confirmer l'objectif de créer une zone à bâtir respectant la proximité du cadre bâti existant.

Le plan spécial « La Combe » est affecté à la zone d'habitation H2. L'habitat, les activités très peu incommodes (services, activités tertiaires) et les services publics sont autorisés.

La superficie des parcelles varie entre 530 m² et 1'192 m². Les prescriptions fixent les exigences pour la réalisation de la nouvelle zone à bâtir. Les plans d'occupation du sol et des infrastructures souterraines illustrent la faisabilité des viabilités.

Les deux accès principaux du lotissement se feront à partir du chemin existant de La Combe. Dans le secteur Sud, 3 parcelles situées en limite Est auront un accès direct depuis le chemin de la Clef des Champs. Une liaison piétonne permet un accès direct au complexe scolaire.

Le crédit pour lequel les citoyennes et citoyens de la commune de Haute-Sorne ont à se prononcer, correspond au total des montants de travaux de construction et de viabilisation.

Le montant des travaux, études, réserves et autres frais annexes s'élèvent au total à Fr. 1'375'000.-

La participation des propriétaires fonciers pour les travaux de viabilisation se monte à **Fr. 1'280'000.-**

La part communale de 20% (art. 91 LCAT) aux équipements techniques de base pour les travaux de viabilisation et les travaux de protection contre les crues au Chemin de La Combe s'élève au total à **Fr. 95'000.-**

Afin d'assurer le financement des travaux, il est nécessaire d'avoir recours à l'emprunt. L'encaissement des ventes de terrains et les participations des tiers propriétaires permettront de ne pas recourir à l'emprunt pour la totalité de la dépense.

Recours à l'emprunt

Fr. 1'000'000.-

Cette projection financière a été établie en tenant compte de devis estimatifs tablant sur les tarifs SIA pour les travaux de génie civil. Les produits des ventes de parcelles sont calculés sur la base de la valeur actuelle du marché.

Au vu de cette approche prudente et à l'expérience de précédents chantiers d'envergure en ce qui concerne les frais de génie civil, il est raisonnable d'affirmer que le décompte final, au terme des travaux, présentera un résultat conforme à la projection présentée.

Il s'agit de donner compétence au Conseil communal pour la réalisation du Plan spécial, la commercialisation des parcelles communales ainsi que pour la fixation des prix de ces dernières.

Un appel d'offres, sous réserve d'approbation des crédits de construction, auprès des entreprises spécialisées suivant la procédure de la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) s'est déroulé en début d'année 2019.

La suite des travaux dépendra des discussions et décisions concernant les mesures de protection contre les crues prévues pour le Chemin de la Combe.

Le Conseil communal préavise favorablement ce crédit et invite le Conseil général à adopter cet objet tel que soumis, en vue de la votation populaire du 19 mai 2019.

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée.

Passé au vote, le Conseil général préavise favorablement, à l'unanimité, le crédit de Fr. 1'375'000,- destiné à financer l'exécution des travaux d'équipements du Plan spécial de la Combe à Courfaivre.

7. Préaviser, en vue du vote du 19 mai 2019, le crédit de Fr. 8'942'000,-, sous déduction des subventions fédérales et cantonales, relatif au traitement des micropolluants à la STEP du SEDE (Message n° 130 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2019).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Conformément au message du Conseil communal, M. Pascal Crétin, conseiller communal, explique qu'en Suisse, nous utilisons chaque jour des milliers de composés chimiques tels que médicaments, détergents ou pesticides. Une partie de leurs résidus parviennent dans les eaux sous forme de micropolluants. Ils peuvent alors nuire aux organismes aquatiques et polluer les ressources en eau. Des nouvelles dispositions de la Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et de son ordonnance (OEaux) sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Elles visent à optimiser le système d'assainissement actuel en équipant une centaine de STEP suisses d'une étape de traitement supplémentaire afin d'éliminer les micropolluants. Les nouvelles dispositions ont pour objectif de protéger les écosystèmes aquatiques, garantir la qualité des ressources en eau et réduire les quantités de composés déversés vers les pays voisins, en aval.

Le Syndicat pour l'Assainissement des eaux de Delémont et Environs (SEDE) qui regroupe 15 communes (*Boécourt, Châtillon, Courchapoix, Courrendlin, Courroux, Courtételle, Delémont, Develier, Haute-Sorne, Mervelier, Mettembert, Pleigne, Rossemaison, Soyhières et Val Terbi*) est soumis au traitement des micropolluants et doit donc mettre en place une étape de traitement supplémentaire à la STEP à Soyhières. Les travaux induits font l'objet de la présente demande de crédit.

L'objectif de la mise en place de cette étape de traitement supplémentaire est l'élimination à hauteur de 80% des micropolluants. Les micropolluants (médicaments, hormones, détergents, produits de soin corporel, additifs des plastiques, biocides, pesticides, etc.) sont des composés présents dans les eaux usées.

L'ajout d'une étape de traitement des micropolluants à la STEP se fera par la construction d'un nouveau bâtiment sur la partie Est de la parcelle n° 2509 du ban de Courroux. La nouvelle installation sera constituée de deux étages, dont un souterrain. Le bâtiment aura une surface totale d'environ 575 m² et une hauteur hors-sol d'environ 4 m.

Les eaux en sortie de la STEP actuelle seront dirigées vers la nouvelle installation de traitement des micropolluants. Pour donner suite à une étude de différentes variantes, le SEDE a opté pour un traitement des micropolluants au charbon actif micro-grains. Ainsi, les micropolluants présents dans les eaux en sortie de la STEP actuelle seront piégés dans la porosité du charbon. Le charbon actif micro-grains sera ensuite envoyé vers une usine de régénération afin d'éliminer physiquement les micropolluants.

Les coûts bruts ont été estimés : **Fr. 8'942'000.-**

Le projet bénéficiera d'importantes subventions fédérales et cantonales.

Sous réserve de l'octroi définitif, les subventions fédérales seront de 75% et les subventions cantonales de 10% des coûts liés au traitement des micropolluants. D'autres coûts tels que la production d'énergie ne sont pas subventionnés. Le montant restant à la charge du SEDE est de :

Montant total TTC	Fr. 8'942'000.-
Montant soumis aux subventionnements	Fr. 8'193'000.-
Montant de la subvention de la Confédération	Fr. 6'145'000.-
Montant de la subvention du Canton	Fr. 819'000.-

Montant à la charge du SEDE (TTC)	Fr. 1'978'000.-
--	------------------------

(Inclus dès 2017 dans les budgets annuels d'investissements cpte 0702/08)

Sous réserve de l'octroi du présent crédit, des subventions fédérales et cantonales et de l'obtention du permis de construire, le planning suivant est prévu pour la suite du projet :

Octobre 2019 – janvier 2020 :	Projet d'exécution
Février 2020 – septembre 2021 :	Construction de l'ouvrage
Octobre - décembre 2021 :	Mise en service de l'installation

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office cantonal de l'Environnement (ENV) ainsi que l'assemblée des délégués du SEDE ont préavisé favorablement ce projet de traitement des micropolluants du SEDE.

La mise en place d'un traitement des micropolluants correspond présentement à une exigence légale et permettra d'améliorer significativement la qualité de la Birse en aval de la STEP à Soyhières.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil communal de Haute-Sorne invite le Conseil général, de préavisé favorablement le crédit de Fr. 8'942'000.- pour la mise en place d'un traitement des micropolluants à la STEP du SEDE à Soyhières dont un montant estimé à Fr. 6'964'000.- de subventions de la part de la Confédération et du Canton et de donner compétence au SEDE pour se procurer les fonds nécessaires et consolider le crédit en temps opportun.

Ce crédit sera soumis au corps électoral le 19 mai 2019.

M. Sollberger du bureau AF Toscano, fait une présentation du projet (les autres bureaux d'ingénieurs faisant partie du projet sont Architecture Burri et RWB)

La discussion est ouverte.

M. Patrick Ballaman (PS-Verts) demande si des panneaux solaires seront installés, et si les environ 2'000'000.- restants à charge du SEDE, sont dans un fond de réserve ?

M. Pascal Crétin répond que :

- oui des panneaux solaires seront installés à charge et gérés par les SID,
- et oui, celui-ci existe et a déjà été provisionné depuis un certain temps ; ce fond atteint d'ailleurs déjà approximativement les 2'000'000.- (sans pouvoir donner le montant exact qu'il va vérifier).

M. Jean-Marie Allimann (PDC) demande si au niveau des charges d'exploitation, peut-on nous garantir qu'il n'y aura pas de hausse du prix de l'eau ?

M. Pascal Cretin répond que chaque habitant de Haute-Sorne paie déjà dans ses taxes d'eau usées, mais à la Confédération, un montant de 9.- par année quant aux micropolluants: une fois l'usine de traitement des micropolluants en service, ce montant ne sera plus payé à la confédération mais au SEDE qui devrait pouvoir ainsi assurer l'exploitation, l'entretien et le renouvellement.

Mme Céline Grellier (HSA) demande la durée de vie du charbon actif ?

M. Sollberger répond que selon les prévisions, le charbon actif sera échangé environ 8 fois par année (50 m3), pour être ensuite régénéré dans une usine de traitement pour le moment en Belgique ; il est fort probable, que suite aux plusieurs usines de traitements des micropolluants actuellement en cours de réalisation en Suisse, qu'une régénération géographiquement moins éloignée soit possible.

Passé au vote, le crédit de Fr. 8'942'000.-, sous déduction des subventions fédérales et cantonales, relatif au traitement des micropolluants à la STEP du SEDE est préavisé favorablement à l'unanimité.

8. Prendre connaissance et préavisé le document concernant les changements des règlements communaux sur les constructions et l'introduction d'une taxe pour les places de parc manquantes des 5 villages constituant la Commune de Haute-Sorne (Message n° 131 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2019).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Gérard Ruch, conseiller communal, précise que le Conseil général est invité à prendre connaissance et préavis favorablement les modifications des règlements communaux sur les constructions et l'introduction d'une taxe pour les places de parc manquantes des 5 villages constituant la Commune de Haute-Sorne en vue de la votation populaire du 19 mai 2019.

La politique de densification des centres-village voulue par la Confédération, le Canton ainsi que par les Autorités communales a pour but de favoriser la rénovation et la réhabilitation d'anciens bâtiments, anciennes fermes et granges, etc. De nombreux nouveaux appartements sont ainsi créés au cœur de nos villages. Cette augmentation d'appartements engendre un nombre croissant de véhicules dans les centres. Les propriétaires et/ou auteurs des projets ne sont pas toujours à même de remplir les obligations légales posées par la législation cantonale quant au nombre de places de stationnement à prévoir en lien avec un projet de construction, ceci notamment par manque de place ou de par la configuration particulière des lieux.

Les Autorités communales de la Commune mixte de Haute-Sorne proposent, comme cela se fait par ailleurs dans les villes, et en conformité avec la législation cantonale en la matière (art.19 OCAT), de fixer « une taxe pour place de stationnement manquante ». Cette taxe sera facturée à tout propriétaire ne pouvant pas remplir l'obligation du nombre de places de stationnement minimal fixé par la législation. Le montant de cette taxe sera fixé dans le cadre du budget annuel, soumis à l'approbation du Conseil général, avec indexation à l'indice des prix à la construction.

Une réflexion a été menée au sein de l'administration communale afin d'introduire dans les règlements communaux sur les constructions une base légale claire permettant de se conformer au mieux à la législation cantonale et ceci de manière uniformisée.

Le service du développement territorial cantonal, section de l'aménagement du territoire, a été consulté quant aux modifications souhaitées. Son préavis est favorable. Le dossier de modification de l'aménagement local (RCC) doit faire l'objet d'un dépôt public et être adopté par le corps électoral en votation populaire.

L'une de ces conséquences est la densification des zones habitables. Afin de préserver les centres-village de notre commune, de favoriser l'intégration de nouveaux logements tout en garantissant une solution pour les besoins en stationnement générés, il est proposé les modifications suivantes, qui s'inscrivent dans la continuité de la législation cantonale en vigueur et qui permettront une plus grande flexibilité dans l'intérêt de la densification et de la préservation de nos centres-village, ceci de manière uniforme.

Le produit de la taxe « pour places de parc manquantes » sera destiné prioritairement à la construction, l'exploitation et l'entretien de places de stationnement publiques, ainsi qu'au financement de mesures destinées à diminuer les nuisances du trafic privé et augmenter la sécurité dans les localités.

Le montant de la taxe sera fixé dans le cadre du budget annuel, soumis à l'approbation du Conseil général, avec indexation à l'indice des prix à la construction.

Le Conseil communal a approuvé les modifications des règlements communaux sur les constructions dont il est question lors de sa séance du 27 août 2018.

Il invite donc le Conseil général à préavis favorablement lesdites modifications avant la votation populaire du 19 mai 2019, afin qu'une base légale claire soit définie dans notre législation communale concernant les « places de parc manquantes » et la gestion des véhicules supplémentaires amenés par la politique fédérale, cantonale et communale de densification des zones centres.

La discussion est ouverte.

M. Alain Girardin (HSA) a constaté que l'article ci-dessous n'est proposé que pour Bassecourt et Glovelier. Afin de prévoir toutes éventualités à l'avenir et être équitable dans les procédures, il demande à ajouter le même texte aux autres villages : "Pour les nouveaux immeubles dont l'indice d'utilisation

égale ou dépasse 0.60 et plus pour les projets nécessitant 10 places de stationnement et plus, un pourcentage d'au moins 50 % des places de stationnement nécessaires doivent être réalisées en sous-sol."

M. Gérard Ruch répond que c'est surtout valable pour les nouveaux bâtiments. Il en prend note et va contrôler.

Le Conseil général accepte tacitement cette demande de modification pour les villages de Courfaivre, Soulce et Undervelier.

Passé au vote, les règlements communaux sur les constructions et l'introduction d'une taxe pour les places de parc manquantes des 5 villages constituant la Commune de Haute-Sorne sont préavisés favorablement à l'unanimité.

9. Prendre connaissance et statuer sur le crédit de Fr. 150'000,- TTC nécessaire à la réfection du chemin accédant à la loge de Soulce et l'amélioration du chemin forestier (Message n° 132 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2019).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Frédéric Juillerat, conseiller communal, donne les explications sur le crédit.

Le chemin d'accès à la loge de Soulce est situé sur les localités de Soulce et de Courfaivre. Or, le premier tronçon de ce chemin, situé sur Soulce, est en mauvais état et nécessite d'être goudronné, comme l'est déjà la suite du chemin sur Courfaivre.

Par ailleurs la plupart des forêts et pâturages du droit sont desservis par un chemin de base dont le premier tronçon de 1'200 m nécessite d'être réfectionné en groise.

L'autorité cantonale forestière prévoit de subventionner à plus de 50% ces travaux.

- Le premier tronçon de 400 m du chemin menant à la loge de Soulce est très raide et caillouteux. A l'inverse de la suite du chemin situé sur Courfaivre, ce tronçon n'a jamais été goudronné, alors qu'il le mérite également. Actuellement les véhicules agricoles et forestiers, ainsi que le bétail qui est transporté sur le pâturage en souffrent. Le goudronnage de ce tronçon de chemin est la seule solution pour assurer sa pérennité sans devoir investir de gros montants pour son entretien.
- Le chemin menant aux pâturages et forêts situé sur le droit de Soulce, d'une longueur de 1'200 m et construit il y a plus de 40 ans, n'a plus de couche d'usure, ce qui nécessite l'apport d'une nouvelle couche de groise.

Investissement selon programme des travaux :

Tronçon A (financement réglé par convention)	CHF	100'000.-
--	-----	-----------

Tronçon B (bourgeoisie de Soulce)	CHF	<u>50'000.-</u>
-----------------------------------	-----	-----------------

La demande de crédit porte sur un montant de	CHF	150'000.-
---	------------	------------------

Il s'agit de donner compétence au Conseil communal pour gérer la réalisation et le financement du projet.

Ce projet va bénéficier d'un taux de subventionnement de 54% accordé par le Département de l'environnement, arrêté du 03 juillet 2018.

Coût total de la réalisation	CHF	150'000.-
------------------------------	-----	-----------

Subvention par fonds forestier cantonal 54 %	CHF	81'000.-
Solde à financer	CHF	69'000.-
Recours à l'emprunt	CHF	69'000.-

Le montant à charge se répartit de la manière suivante :

Soldes à charge, après déduction des subventions :

- Bourgeoisie de Soulce (2/3 de CHF 23'000.-) *	CHF	15'334.-
- Bourgeoisie de Courfaivre (1/3 de CHF 23'000.-) *	CHF	7'666.-
- Bourgeoisie de Soulce (50% tronçon A) – fonds des pâtures	CHF	23'000.-
- Bourgeoisie de Soulce (tronçon B) – fonds forestiers	CHF	23'000.-

Contributions totales	CHF	69'000.-
------------------------------	------------	-----------------

*Le financement par le fonds des pâtures ou les fonds forestiers restent à déterminer pour la part de chacune des bourgeoisies.

La réalisation des travaux est prévue en 2019.

Le Conseil communal préavise favorablement cet objet et invite le Conseil général à accepter ce crédit de CHF 150'000,- TTC.

La discussion est ouverte.

M. Eric Zuber demande si les travaux seront effectués avant la montée du bétail aux pâtures ?

M. Frédéric Juillerat ne peut pas donner de garantie.

Passé au vote, le crédit de Fr. 150'000,- TTC nécessaire à la réfection du chemin accédant à la loge de Soulce et l'amélioration du chemin forestier est accepté à l'unanimité.

10. Prendre connaissance et statuer sur le prêt mensuel octroyé au FC Bassecourt de CHF 12'000,-, limité à 12 mois (Message n° 133 du Conseil communal au Conseil général du 26 février 2019).

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Etienne Dobler, conseiller communal, présente ce point de l'ordre du jour.

M. Alain Girardin (HSA) relève que les intitulés du message n° 133 et de l'ordre du jour ne sont pas identiques.

M. Etienne Dobler reconnaît que cela varie un peu.

M. Jean-Marie Allimann (PDC) précise que ce qui est important et officiel c'est le libellé du journal officiel.

Passés au vote, les libellés sont acceptés tels quels à l'unanimité.

En date du 6 juillet 2018, la tribune du stade des Grands-Prés à Bassecourt disparaissait à la suite d'un incendie. Les vestiaires situés sous la tribune étaient mis hors service suite aux dégâts de l'incendie et à ceux commis par l'eau. Le FC Bassecourt n'avait plus de vestiaires, donc plus la possibilité de commencer le championnat de 1^{ère} ligue sur son terrain si une solution urgente n'était pas trouvée. Le Conseil communal, dans cet état d'urgence, a décidé d'accorder, dans sa séance du 13 août 2018, une

garantie financière au FC Bassecourt dans le projet de construire une installation provisoire sous la forme de location de conteneurs.

Tout fût entrepris pour que les équipes du FC Bassecourt puissent retrouver au plus vite la possibilité de jouer leurs matches sur leur terrain. Le Conseil communal s'est engagé, dans un premier temps, à payer, sous forme d'un prêt de CHF 12'000.- mensuel pour couvrir les factures concernant l'installation et les locations de conteneurs offrant vestiaires et douches, ceci jusqu'à ce que le cas d'assurance soit réglé.

La police judiciaire ayant rapidement trouvé les causes et les responsables de cet incendie, le travail de la justice était de définir le degré de responsabilité de chaque personne incriminée pour que le propriétaire lésé (le FC Bassecourt) puisse intervenir auprès des assurances concernées. Le dossier est actuellement en main du ministère public, ce qui prolonge quelque peu le dénouement de cette affaire.

Le Conseil communal s'était engagé pour un paiement forfaitaire de CHF 12'000.- par mois pour l'installation et la location des conteneurs-vestiaires, ceci dans le cadre de la compétence financière qui lui est attribuée dans le RO, soit jusqu'à un montant de CHF 75'000.- (art. 33 let. 12 RO). Arriver à définir les responsabilités et activer les assurances RC demandant plus de temps que prévu, le Conseil communal demande au Conseil général d'accorder une aide financière portant sur une période de 12 mois, soit jusqu'en juin 2019, sur un montant remboursable de CHF 144'000,-. Le Conseil communal demande de lui donner compétence pour gérer la réalisation et le financement du projet.

Il est important de signaler que les frais d'installation et la location de ces infrastructures devraient être pris en charge par les assurances responsabilité civile des personnes responsables. Le Conseil communal préavis favorablement cet objet et invite le Conseil général à adopter ce crédit.

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée.

Passé au vote, le prêt mensuel octroyé au FC Bassecourt de CHF 12'000,-, limité à 12 mois, est accepté à l'unanimité.

11. Réponse à la question écrite n° 41 déposée par le groupe PS-Verts, le 6 novembre 2018, intitulée "Stand de tir de Soulce : installation de récupérateurs de balles".

Ce point de l'ordre du jour a été supprimé.

12. Réponse à la question écrite n° 42 déposée par le groupe PS-Verts, le 6 novembre 2018, intitulée "Stand de tir de Soulce : au-delà de 2020".

Ce point de l'ordre du jour a été supprimé.

13. Réponse à la question écrite n° 43 déposée par le groupe PCSI, le 6 novembre 2018, intitulée "Réflexions pour un approvisionnement en eau potable".

Ce point de l'ordre du jour a été supprimé.

14. Réponse à la question écrite n° 44, déposée par le groupe HSA le 6 novembre 2018, intitulée "Transport urbain à Bassecourt".

Mme Céline Grellier (groupe HSA) est satisfaite.

15. Traitement de la motion n° 14, déposée par le groupe PS-Verts le 6 novembre 2018, intitulée : "Jardins communautaires".

M. Kevin Challet développe sa motion. Il précise que cultiver son jardin en ville ou dans les grandes communes est une pratique qui attire de plus en plus de citoyens. Si l'on regarde ce qu'il se passe du côté de Delémont ou d'autres petites villes, on remarque que les jardins familiaux suscitent un énorme engouement. Qu'est-ce qu'un jardin communautaire ? C'est un jardin potager, conçu, créé et cultivé bénévolement et collectivement par des familles et/ou des personnes d'un même quartier ou d'une même commune. Il est confié, généralement, à une association qui gère le tout pour une durée limitée. Ces jardins doivent respecter l'environnement où l'homme participe aux cycles de la nature (saison, eau, sol, matière organique, végétaux), avec la culture des légumes, baies, herbes aromatiques, fruits, fleurs pour une consommation alimentaire personnelle et pour des associations. Aussi, les jeunes sont de plus en plus sensibles à une alimentation de qualité, saine et de proximité. Nous sommes certains qu'un tel projet favoriserait le renforcement des liens avec les produits du terroir. De plus, les jardins pourraient être ouverts aux institutions sociales, UAPE ou écoles désireuses de proposer aux accompagnants un endroit dans la nature. Ces lieux favoriseraient la socialisation et permettraient également aux personnes isolées ou au aînés (âgées) de se réinsérer et de se rendre utiles pour le travail de leurs mains et par la transmission de leurs connaissances. C'est pourquoi le groupe PS-Verts demande au Conseil communal de nous soumettre un projet de jardins communautaires qui répondra, dans un futur proche, au besoin de la population de Haute-Sorne.

Mme Géraldine Beuchat communique que le Conseil communal est totalement en phase avec ce projet (demander document). Elle demande la transformation de la motion en postulat, car trop contraignant.

M. Kevin Challet maintient sa motion.

Passé au vote, la motion est acceptée par 14 voix, sans avis contraire.

Passé au vote, la transformation de la motion en postulat est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.

16. Traitement du postulat n° 7, déposée par le groupe PDC le 6 novembre 2018, intitulée "Fluidité et sécurité du trafic routier et accès à l'Espace industriel et aux quartiers Nord de Bassecourt".

M. Jean-Marie Allimann (PDC) développe son postulat. Il rappelle son texte. L'implantation de nouvelles entreprises et l'agrandissement de celles qui y sont déjà implantées dans l'espace industriel à Bassecourt vont faire passer à plus de 500 le nombre d'emplois dans cet Espace dans un avenir proche. Les jardins de la Tuilerie avec la création d'un nouvel EMS (70 emplois) et la création d'une centaine d'appartements protégés et normaux vont abriter près de 200 habitants à l'horizon 2022. Les quartiers Nord et Ouest de Bassecourt (rue des Longs Champs et Grands Prés et toutes les rues annexes) voient se construire de nombreux immeubles et maisons. Dans un avenir de 2 et 3 ans plus de 500 maisons et appartements, anciens et nouveaux seront disponibles (comptage effectué) dans cette part Nord et Nord-Ouest de Bassecourt avec plus de 1'000 habitants. Le trafic engendré par ces 1'700 à 2'300 personnes (habitants, ouvriers de l'Espace industriel, visiteurs et employés de l'ESS) engendre déjà actuellement d'importants problèmes de sécurité dans le centre du village de Bassecourt, notamment à la rue de la Ribe (Poste) avec un gros problème de croisement et une grave insécurité et un danger confirmé pour les piétons.

La solution pour résoudre l'ensemble de ces problèmes est de diriger tout ce trafic sur une nouvelle route d'accès à l'Est de Bassecourt qui rejoindrait la bretelle de l'autoroute au Sud-Est de la COOP au Nord de Bassecourt, avec la création d'un nouveau pont sur la Sorne. Ce nouvel accès permettrait de satisfaire les demandes répétées des industriels et entrepreneurs de l'Espace industriel et de désengorger tout le centre de Bassecourt (surtout la rue de la Ribe/Poste).

Le groupe PDC demande que ce nouvel accès soit intégré dans le programme de législature qui sera présenté en fin d'année par les autorités communales. Il en va de la sécurité et de la quiétude du centre-village et de la qualité d'accès de l'Espace industriel et des quartiers Nord de Bassecourt.

Il précise que si sa demande dans le cadre du PAL, il est prêt à retirer son postulat.

M. Frédéric Juillerat, conseiller communal répond que le Conseil communal partage les mêmes avis que les intervenants. En effet, la nouvelle desserte des transports publics intègre déjà la zone industrielle via la rue des longs champs. Le but étant bien sûr de proposer une alternative à la voiture. Nous vous rappelons également l'étude du PAL sur la mobilité devrait amener certaines réponses et propositions.

L'autoroute au sud-est de la Coop, avec la création d'un nouveau pont sur la Sorne, cette variante est chiffrée à 4,5 millions, investissement non négligeable pour notre commune. Ce projet, peut se concrétiser en 2 temps, soit en premier l'accès au nord de la Coop jusqu'à la Sorne. Ce qui nous permet de viabiliser le secteur, avec notamment le parking de l'EMS et les projets d'implantation de nouveaux commerces. Le pont sur la Sorne et l'accès à la zone industrielle pourrait se faire dans un second temps. Au vu de ce qui précède, l'étude est connue avec une première estimation des coûts, le postulat est déjà réalisé, ainsi le Conseil communal recommande de refuser ce texte.

M. Jean-Marie Allimann considère que le postulat est réalisé et il le retire.

17. Nommer un membre de la commission d'estimation.

Le groupe HSA propose Mme Catherine Beuchat de Soulce.

Mme Catherine Beuchat est élue par applaudissements.

18. Nommer un membre pour les commissions dicastères suivantes :

- **Mairie;**
- **Bâtiments;**
- **Écoles, Formation et Affaires sociales;**
- **Services communaux.**

Mairie : le groupe HSA propose M. Alain Girardin de Glovelier.

M. Alain Girardin est nommé par applaudissements.

Bâtiments : le groupe HSA propose M. Patrick Müller de Courfaivre.

M. Patrick Müller est nommé par applaudissements.

Écoles, Formation et Affaires sociales : le groupe HSA n'a pas de candidat à proposer. Cette nomination sera présentée lors de la prochaine séance du Conseil général.

Services communaux : le groupe PDC propose M. Arnaud Viatte de Glovelier.

M. Arnaud Viatte est nommé par applaudissements.

19. Statuer sur la demande de naturalisation présentée par M. Fabio Del Rio.

En l'absence du maire, c'est le vice-maire Etienne Dobler qui présente cette demande de naturalisation.

M. Fabio Del Rio est né le 23 octobre 1962 à Milan, il est domicilié à Courfaivre depuis 2011. Il est au bénéfice du permis d'établissement C.

M. Del Rio vit au Jura depuis 13 ans. Il se sent jurassien car ses attaches sont ici. Il participe à la vie et à la culture suisse. Ces racines sont au Jura. Il pense terminer sa vie en Suisse. M. Del Rio aimerait participer aux votations fédérales. A chaque votation communale ou cantonale, il va voter. Sa femme et son fils sont de nationalité suisse. Il serait très heureux d'avoir la nationalité suisse.

L'audition s'est déroulée le 22 novembre 2018. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Fabio Del Rio obtienne le droit de cité communal et cantonal.

